

Et maintenant, ils peuvent venir (*Let them come*)

Un film de Salem Brahim, d'après le roman éponyme de Arezki Mellal
Drame franco algérien produit par Costa-Gavras et Michèle Ray-Gavras
avec Amazigh Kateb, Rachida Brakni, Mohamed Ali Allalou



La réforme constitutionnelle de 1989 inaugure le multipartisme en Algérie, qui légalise les partis islamistes (interdits en Tunisie sous Ben Ali). Officiellement, il s'agissait d'un acte démocratique permettant l'alternance. Cette réforme n'aura fait que favoriser la montée du fondamentalisme, sur fond de crise économique et de remise en cause

d'un « *socialisme* » dont seule la dénomination rappelle une soit-disant prise en compte des intérêts du peuple, tant la corruption, et selon Salem Brahim, « *la technocratie, la paresse et l'incompétence* » gangrènent le pouvoir.

Le film débute lors de cette même année 1989 et se déroule tout au long de la « *décennie noire* ». Le 26 décembre 1991, lors des premières élections législatives pluralistes que connaît l'Algérie depuis l'indépendance, le Front islamique du salut (FIS) obtient 188 sièges (47,4% des voix) contre 25 pour le Front des forces socialistes (FFS) et 15 pour l'ex-parti unique, le Front de libération nationale (FLN). Le FIS semble en position de remporter la majorité absolue au second tour.

Le 11 janvier 1992, sous la pression et incité par l'armée, le président Chadli Bendjedid donne sa démission – ce qui peut être aussi interprété comme un acte de courage – et le second tour des élections législatives est annulé ; le FIS est dissous.

Les années de violence vont se succéder. Le nombre de morts est estimé à 150 000, et les disparus, entre 4 000 et 20 000. Voilà ce qu'ont réussi des tueurs sans le pouvoir. Qu'auraient-ils atteint avec le pouvoir ? C'est une question qu'il faut se poser à la lumière de leurs méthodes totalitaires et de leurs conceptions de la société.

Militaires et policiers sont parmi les premières victimes, mais la population civile ne sera pas épargnée. Égorgements et attentats se multiplient. Intellectuels, journalistes, artistes, sont assassinés. Le Groupe islamiste armé (GIA) exige le départ des étrangers et menace la France en permanence¹. On se souvient des assassinats de religieux chrétiens, femmes et hommes, avec comme point d'orgue celui des sept moines

de Tibhirine en 1996, suivi de l'évêque d'Oran, Pierre Claverie. Tout un symbole, puisque ces gens consacrent leur vie à venir en aide aux autres. Ils donnent l'exemple d'une alternative gratuite inacceptable pour les islamistes, qui eux donnent une aide matérielle à la population pour acheter les votes.

En 1997, à Sidi Raïs, à 20 km d'Alger, 300 morts et 200 blessés sont dénombrés. Les tueries atroces et collectives vont se succéder, femmes et enfants compris, à Sidi Youssef, à Miramar, à Bentala, non loin d'Alger. Dix années noires (1992-2002) et dix-neuf ans d'état d'urgence (1992-2011) qui déboucheront sur une grande méfiance des Algériens envers les soit-disant « *printemps arabes* ».

« *Et maintenant, ils peuvent venir* » nous raconte cette période à travers les yeux de Nouredine, qui travaille dans une imprimerie d'Etat. Sa mère lui fait épouser une fille aussi forte qu'elle est douce et belle, mais c'est un échec. Nouredine fait partie des indécis. Alors, il écrit sur des cahiers. Mais cette violence qui gangrène toute la société, la peur qui pousse à l'inhumanité – jusque dans sa propre famille – le rattrape et l'oblige à agir. Par précaution, ses amis prennent les armes. Nouredine tente de protéger les siens à mains nues, sans pouvoir imaginer le drame atroce qui le marquera à jamais. L'enfer pour les vivants existe. Mais quelle marge de manœuvre peut bien avoir un homme parmi les autres, face à un tel rouleau compresseur ?

Magnifique, ce film tout en nuances, nous rappelle combien le peuple, de la protection duquel l'état tire sa légitimité, est impuissant et fragile face à la terreur d'un groupe déterminé et sanguinaire. Il n'est plus alors qu'une proie.

Pour Salem Brahimi : « *la dynamique totalitaire s'apparente à la dynamique du viol* » ; pour les terroristes, la peur de celui qu'il martyrise est une jouissance. Ce n'est que lorsque la population réussit à surmonter sa peur qu'elle parachève le travail de la police, sinon elle est comme « *des lapins pris dans la lumière des phares* ». Pour le réalisateur, le problème tient à une « *minorité privilégiée qui n'a aucune idée de la base* ». Il parle « *d'apartheid des élites intellectuelles et politiques* », de cette médiocratie qui règne



Nouredine, l'homme de plume, ne peut échapper au face à face, d'abord verbal.

partout dans le monde ; de ces puissants « *pour lesquels seuls comptent le rapide, le lapidaire et le chiffre, au détriment du complexe* ». Et de renoncement en renoncement, on arrive au pire. L'ambition du réalisateur ? « *Mettre l'accent sur la chose qui émerge. Penser à côté pour penser l'avenir. Il ne faut jamais justifier le système dans lequel on est mais mettre en exergue* ». Ceci est le travail de l'artiste, de l'intellectuel. C'est ainsi que Brahimi en vient à mettre en garde contre la vision occidentale – et principalement française – des droits de l'homme.

En France comme ailleurs en Occident, au moment de l'annulation des élections, l'Algérie a été accusée de refuser le jeu démocratique, puis l'identité des terroristes a été mise en doute ; l'armée et la police incriminées. Il faut attendre le 11 septembre 2001 pour que l'Occident commence à comprendre. Et paye aujourd'hui le prix. L'assassinat du Père Jacques Hamel dans son église, le 26 juillet 2016, par Al Baghdadi, s'inscrit dans la continuité de cette tendance radicale du GIA.² Combien d'autres, attribués à des « *déséquilibrés* » devons-nous attendre ? Silence du pouvoir et des principaux médias, aveuglement perpétuel sont pourtant à mettre en relation directe avec la montée des « *populismes* ». Pendant ce temps, notre police s'épuise, sollicitée de toutes parts, rendue impuissante par une justice aux yeux un peu trop bandés. Et le monde du cinéma français collabore à cette horreur, en refusant à un tel film d'être distribué en salle.

Or, au delà de l'Algérie, ce film nous interroge sur ce qu'*humanité* veut dire, et sur l'avenir que souhaite se construire le monde.

Sabine Carion* AA56



Sabine Carion* AA56

1 : « Le numéro 67 d'Al Ansar du 20 octobre 1994 glorifie le fait de tuer des chrétiens français. Et le numéro 96 du 12 mai 1995 reprenant le communiqué du 5 mai, promet d'égorger « sur terre, sur mer et dans les montagnes » ceux qu'il appelle les « fils de de Gaulle »... Entre 1993 et 1996, plus d'une centaine d'étrangers sont assassinés en Algérie par le GIA. (Les Voies de la terreur, par Jean-Louis Bruguière, éd. Fayard).

2 : ibid